

II. Accélérer la croissance économique

Malgré les revers essuyés par les pays africains, un grand nombre d'entre eux sont bien placés pour se rétablir, à condition que les gouvernements poursuivent les réformes et que la communauté internationale joue son rôle. La croissance significative observée avant la crise économique était en partie due à un environnement extérieur favorable, dont des prix élevés, des conditions commerciales propices, un flux de capitaux privés accru. En outre, des politiques économiques saines et une macroéconomie améliorée ont également joué un rôle important. L'environnement politique en Afrique demeure largement favorable et propice à une croissance robuste sous réserve que l'économie mondiale se rétablisse et que des ressources externes soient disponibles.

Les sources de croissance potentielle sur le continent comprennent l'exploitation des ressources naturelles, l'agriculture, le tourisme et la production de biens. Toutefois, il faudra relever d'importants défis. Des insuffisances considérables au niveau des infrastructures continuent de freiner la productivité et la compétitivité de la plupart des pays africains, tandis que des améliorations dans la gouvernance, la transparence et la gestion du secteur public sont nécessaires afin de gagner la confiance du public et d'attirer des investissements domestiques et étrangers. Dans de nombreux cas également, les femmes sont privées des opportunités d'emploi, et les systèmes éducatifs ne dotent pas les étudiants des compétences nécessaires dans une économie mondiale compétitive.

En matière d'accélération de la croissance économique, les politiques que les gouvernements africains mettent en place seront décisives, mais le soutien de partenaires bilatéraux et multilatéraux ainsi que celui du secteur privé seront également essentiels. Ce soutien doit par ailleurs aller au-delà de l'aide au développement, afin que l'investissement du secteur privé et le commerce régional et international deviennent des facteurs clés favorisant et soutenant la croissance africaine.

1. Infrastructures



Compte tenu du besoin gigantesque d'infrastructures en Afrique, toutes les parties concernées doivent s'efforcer d'apporter un soutien efficace et un ordre de priorité précis par région reste indispensable.

À l'heure actuelle, le Consortium pour les infrastructures en Afrique (ICA) met en place un plan d'activités commerciales stratégiques visant à confier la coordination au sein des partenaires à des groupes de travail sectoriels, en attendant que le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) de l'Union africaine (UA) et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) soient finalisés.

État de l'aide japonaise - Avril 2008 - Mars 2010 (provisoire)

L'objectif du Japon est de garder un contact étroit avec la communauté internationale et le secteur privé afin de faciliter l'allocation des ressources stratégiques à chaque région. Le Japon a enregistré des progrès considérables dans le secteur des infrastructures, les objectifs chiffrés des dons et de l'assistance technique figurant dans le PAY ayant d'ores et déjà été atteints (117%) et les engagements de prêts en yens concernant des projets d'infrastructures se chiffrant à près de 1,5 milliard de dollars. Toutefois, une aide accrue est nécessaire au niveau de chaque sous-secteur, notamment celui de l'irrigation. Le Japon continuera à contribuer à ce secteur au-delà des cibles du PAY.

Montant total des engagements de l'APD dans des projets du secteur des infrastructures (Avril 2008-Mars 2010)

(100 millions de yens)

	Transport	Électricité	Eau	Irrigation
Prêt en yens	294,54	1 046,25	225,00	0
Dons et coop. tech.	318,43	113,62	280,42	92,98

*Les chiffres détaillés sont consultables sur le site Internet suivant : <http://www.mofa.go.jp/region/africa/ticad/ticadfollow-up/report/index.html>

1. Infrastructures

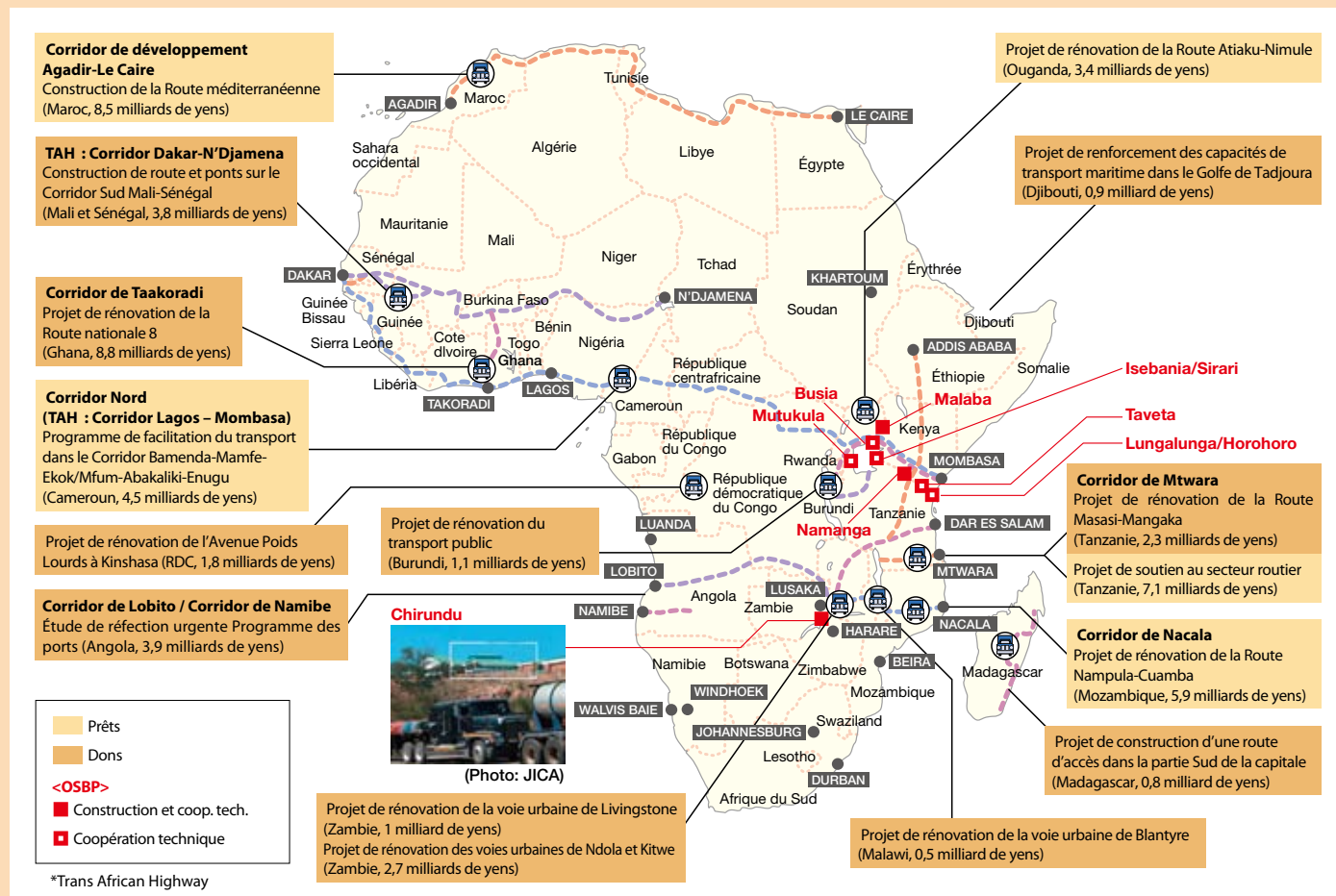
Infrastructures régionales de transport

Le Japon va concentrer son appui financier et technique sur des couloirs de transport ciblés dans chaque région, en privilégiant avant tout les routes, mais sans toutefois oublier les ports, les ponts, le transport urbain et les chemins de fer.

Eu égard à l'établissement de quatorze « postes uniques de frontière » (OSBP) en vue de faciliter la fluidité et l'efficacité des

procédures de passage des frontières, le soutien à huit postes est désormais terminé, tandis que six autres sont actuellement programmés. Des séminaires destinés aux cadres de l'administration des recettes et de l'administration douanière de pays africains ont également été organisés en collaboration avec l'Organisation mondiale des douanes (OMD).

Coopération japonaise liée aux infrastructures régionales de transport



Participation des institutions régionales et partenariats public-privé

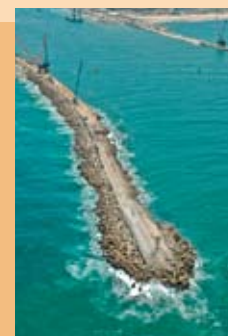
La JICA envoie actuellement du personnel auprès des Secrétariats du NEPAD et de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC). Toutefois, sachant que le rôle des Communautés économiques régionales (REC) prend de l'ampleur, notamment dans le secteur des infrastructures, il serait souhaitable de renforcer davantage les futurs partenariats.

L'utilisation des « Autres apports du secteur public » (AASP) progresse dans le secteur des infrastructures en vue de promouvoir les partenariats public-privé qui facilitent les activités commerciales. (Voir le Tableau)

(Pour en savoir plus sur les partenariats publics-privés, voir les sections « I. Aperçu » et « II. 2. Commerce, Investissement et Tourisme »)

● Expansion du Port de Durban: (signé le 26 mars 2009)

Le prêt de 35 milliards de yens a été cofinancé par trois banques commerciales japonaises, la JBIC apportant également une garantie pour la tranche de leur cofinancement. Ce prêt finance les activités qui seront entreprises par Transnet, une société de transport ferré de fret, de ports et d'oléoducs appartenant entièrement à l'État sud-africain, y compris l'élargissement du chenal d'accès et l'approfondissement du Port de Durban.



(Photo: Transnet)

● Transport d'électricité en Afrique du Sud: (signé le 9 juillet 2008)

Le prêt de 7,5 milliards de yens a été cofinancé par six banques commerciales japonaises, la JBIC apportant également une garantie pour la tranche de leur cofinancement. Ce prêt finance les projets de transport d'électricité du réseau Nord d'ESKOM, qui vise à renforcer et à élargir le réseau de transport en place afin de favoriser la croissance au sein de la Province de Limpopo en Afrique du Sud.

Infrastructures régionales d'électricité

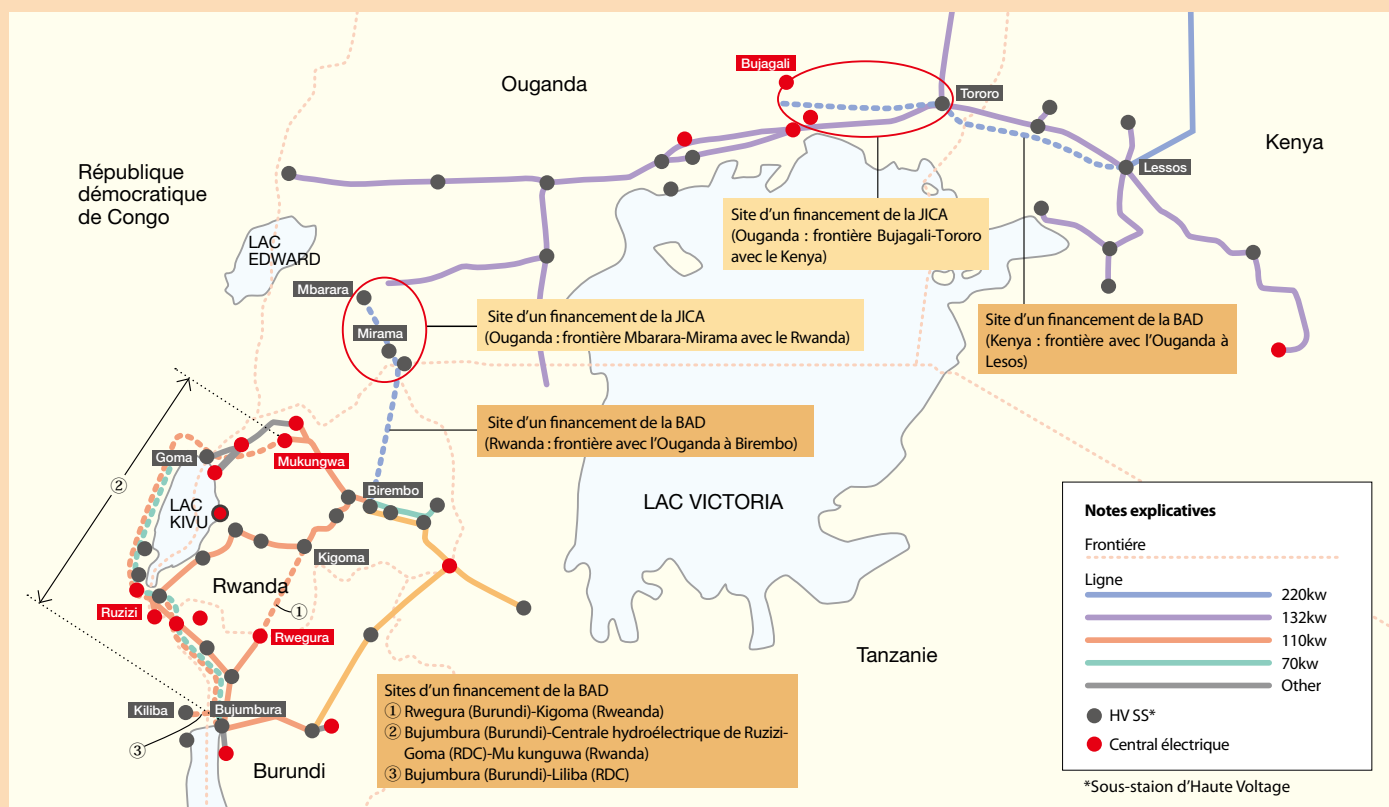
Des études sont en cours pour soutenir plus efficacement les infrastructures régionales d'électricité, en collaboration avec d'autres partenaires, en fonction des circonstances des échanges d'énergie électrique existant dans chaque région.

Quelques exemples récents illustrant le soutien du Japon

● Lignes de transport international d'électricité à grande échelle pour un échange d'énergie électrique:

Projet d'interconnexion des réseaux électriques des Pays des Lacs Équatoriaux du Nil

Un prêt de 5,41 milliards de yens (soit 52,6 millions de dollars) a été octroyé à l'Ouganda en mars 2010 pour l'installation d'un réseau de transport d'électricité entre 5 pays du Bassin du Nil (Ouganda, Kenya, Rwanda, Burundi et RDC) dans le cadre d'un cofinancement avec la BAD.



● Électrification locale:

Projet de rénovation urgente du système d'alimentation en électricité de Freetown

Un don de 1,651 milliards de yens (soit 16,1 millions de dollars) a été octroyé à la Sierra Leone en mai 2008 pour l'installation d'une centrale électrique de 10 MW dans la capitale qui souffre d'une grave pénurie d'électricité à la suite de troubles internes.



(Photo: JICA)

Efforts menés par les autres partenaires de la TICAD

La Banque mondiale a publié en novembre 2009 un rapport sur l'état des infrastructures dans les pays africains intitulé « Infrastructures africaines : Temps pour la transformation ». Ce document indique qu'un déficit de financement annuel de 31 milliards de dollars subsistera, même si 17 milliards de dollars supplémentaires sont mobilisés chaque année en améliorant l'efficacité du mode de dépense actuel.

Les prêts de la BIRD et de l'AID aux infrastructures en 2009 se sont

chiffrés à 3,6 milliards de dollars pour l'Afrique subsaharienne et à 1 milliard de dollars pour l'Afrique du Nord, tandis que la SFI a fourni une aide à hauteur de 219 millions de dollars en faveur des investissements du secteur privé. En reconnaissance de l'importance des infrastructures régionales, l'aide pour des couloirs de transport régional, des échanges d'énergie électrique, des liens aux réseaux fédérateurs des TIC a été rehaussée. Comme prévu, la BM continuera à augmenter ses prêts pour les infrastructures.